

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement Occitanie  
89 rue Wéber CS 52002  
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 06/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STTP (Sté de Transport et de TP)**

La Thuillère-Mercoirol  
30110 Laval-Pradel

Références : -  
Code AIOT : 0006600550

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 dans l'établissement STTP (Sté de Transport et de TP) implanté Bayonnet - Terril n° 595 30110 La Grand-Combe. L'inspection a été annoncée le 22/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STTP (Sté de Transport et de TP)
- Bayonnet - Terril n° 595 30110 La Grand-Combe
- Code AIOT : 0006600550

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est constitué d'un terroir de déchets d'extraction issus de l'exploitation minière de charbon du bassin houiller des Cévennes. Auparavant une partie de ces matériaux partaient dans les Bouches du Rhône pour alimenter des chaudières, actuellement le marché est plutôt orienté sur l'ornement et il est en forte baisse.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La carrière est propre et sécurisée, l'exploitant a une forte expérience et dispose des moyens nécessaires à l'exploitation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 1.3.1	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 2.1.1.3	Sans objet
3	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 2.1.2.2	Sans objet
4	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 4.1.1	Sans objet
5	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 9.1.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Tous les constats réalisés le jour de l'inspection sont conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tonnage
<b>Prescription contrôlée :</b>  2510-4 Exploitation, en vue de leur utilisation, des masses constituées par des haldes et terrils de mines et par les déchets d'exploitation de carrières (à l'exception des cas visés à l'article 15 du décret n° 79-1109 du 20 décembre 1979 pris pour l'application de l'article 130 du code minier), lorsque la superficie d'exploitation est supérieure à 4 000 m <sup>2</sup> ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 t par an. Capacité de production 80 000 t maximum de matériaux valorisés en graves et granulats Surface totale demandée : 14 ha 09 a 01 ca Surface exploitable : 11 ha 63 a 76 ca Durée demandée : 30 ans
<b>Constats :</b>  Cette carrière est actuellement sous exploitée, cette situation est due à la conjoncture actuelle du marché des matériaux. Les déclarations Grep sont bien renseignées: 2021: 200 t 2022: 100 t 2023: 690 t
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 2.1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Ces consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre, - l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation, - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux de fluides), - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou du matériel contenant des substances dangereuses, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du Service Départemental d'incendie et de Secours (SDIS), - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accidents.
<b>Constats :</b>  Cette carrière est exploitée par campagne, le jour de l'inspection il n'y avait aucune activité sur le site et aucun matériel. L'exploitant déclare que lors des campagnes d'extraction il installe un bungalow mobile où toutes les consignes sont affichées, l'inspection a pu consulter le classeur où figure ces consignes.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Signalisation, accès, zones dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 2.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Panneaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le où les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation ainsi qu'un plan sont affichés à l'entrée de la carrière. Un portail ferme l'accès à la carrière et un merlon est présent sur le pourtour de l'installation. Le site est difficile d'accès, il se trouve sur un chemin forestier de plusieurs kms.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Origine des approvisionnements en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les besoins en eau pour le fonctionnement de la carrière se limitent au fonctionnement des dispositifs d'abattage des poussières pour l'arrosage des pistes et des stocks, l'aspersion au niveau du groupe mobile de concassage-criblage. Ces besoins sont assurés à l'aide d'une citerne mobile qui est remplie sur le site JOUVERT de Cadacut. En tout, la consommation annuelle représentera moins de 1 500 m3 par an. L'approvisionnement en eau du personnel sur la carrière se fait par distribution de bouteilles ou de bonbonnes d'eau minérale. L'arrosage se limite aux journées où le risque d'envol de poussières est important, c'est-à-dire en cas de temps sec et venté. Le personnel est sensibilisé aux économies d'eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En l'absence d'activité et de matériel le jour de l'inspection, l'exploitant déclare utiliser une cuve de 8m3 qui est remplie sur son site de Laval Pradel par un forage et amenée sur place lors des campagnes d'extraction. L'exploitant déclare utiliser environ 100 m3 par an vu l'activité réduite de l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Technique de décapage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 9.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stériles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément pour être utilisés pour la remise en état des lieux.
<b>Constats :</b>  S'agissant d'un ancien terril, il n'y a pas de terre végétale, la végétation a repris naturellement sur les déchets d'extraction de l'ancienne mine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite